LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6705 - MERCREDI 3 JUIN 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

TEBBOUNE EN VISITE AU MDN

FAIRE FACE AUX LOBBIES CIBLANT L'ANP

Le chef de l'État et chef suprême des armées, ministre de la défense, Abdelmadjid Tebboune, était en visite hier au siège du ministère de la Défense nationales à Alger. Il a procédé, à la baptisation au siège de l'état-major de l'ANP au nom du défunt Gaid Salah, général de Corps d'armée et chef d'état-major, décédé en décembre dernier. Après cette cérémonie, Tebboune a présidé une séance de travail au siège du MDN, dans laquelle il a prononcé une allocution devant les cadres et officiers du ministère, suivie en visioconférence dans les six régions militaires et les grandes écoles à travers le pays.

Page3



L'ACTIVISTE ISLAM BENATTIA :

«NOUS MILITONS POUR UN PARTI RASSEMBLEUR DU HIRAK»



Le sujet de la révision de la Constitution suscite moult réactions parmi les acteurs de la scène politique entre adhérents à la démarche et critiques du contenu qui selon certains n'a pas apporté le changement attendu. Le militant du hirakSeif Islam Benattia a saisi cette occasion pour lancer une initiative politique qui rassemblerait, selon lui, tous les acteurs du hirak y compris ceux qui l'ont quitté. Il évoque dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant les motivations de son initiative et les actions à venir qu'il compte mener pour aboutir au changement qui traduirait les aspirations du Hirak.

Page5

CONSEIL DE LA NATION



Adoption à l'unanimité de la LFC 2020

Page 3

COVID-19

113 nouveaux cas, 173 guérisons et 6décès en 24h

Page 2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 — ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

MOSTAGANEM

Ouverture de trois ateliers pour produire 10 000 masques par jour

LA CHAMBRE de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Mostaganem a pris l'initiative d'ouvrir trois ateliers de confection pour produire près de 10 000 masques de protection par jour, a-t-on appris de son directeur Mohamed Mansouri.
Ces ateliers qui regroupent des artisans spécialisés dans le domaine de la confection, en majorité des femmes volontaires (bénévoles), a-t-il dit, vont produire entre 6 000 et 10 000 unités de masques de protection par jour conformes aux normes médicales et commerciales. Le même responsable a souligné, lors de l'ouverture d'un atelier de confection au niveau de la bibliothèque de lecture publique dans la commune de Sidi Ali, que le produit confectionné par les artisanes au niveau des différents ateliers de Mostaganem, Sidi Ali et Bouguirat, contribue à l'approvisionnement des établissements et administrations publiques. Selon Mansouri, ce produit sera disponible aux citoyens pour un prix modique variant entre 20 et 40 DA l'unité et ce, en droite ligne, des décisions faisant obligation du port de masque de protection dans les espaces publics et en toute circonstance afin de prévenir contre la pandémie du Covid-19. Cette initiative coïncide avec le démarrage de quelque 200 artisans (tailleurs) dans la production de ce moyen de protection au niveau de leurs ateliers et l'entame de la commercialisation par la chambre de l'artisanat et des métiers de leur production de masques de protection ayant dépassé les 25.000 unités durant le mois d'avril et mai derniers, a-t-il fait savoir. Pour sa part, la direction du centre culturel islamique de Tiaret a lancé, récemment, une opération de confection et de distribution de masques de protection suite à l'inauguration du club de confection et de broderie. Il a été procédé à la réouverture de ce club qui était à l'arrêt pour contribuer à la généralisation du port du masque de protection dans le cadre de la prévention contre le coronavirus, a-t-on appris auprès de la direction du centre.
Cette initiative intervient en application des instructions de la Direction générale du centre culturel islamique, en coordination avec la Direction des affaires religieuses et waqfs et son conseil «Majliss Souboul El Kheiret».

H. B.

CORONAVIRUS

113 nouveaux cas, 173 guérisons et 6 décès en 24h

119 cas confirmés au coronavirus (Covid-19) et 8 deces ont ete enregistres durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre des cas confirmés a 9 626 et celui des décès a 667, a indiqué hier le porte-parole du comite scientifique de suivi de l'évolution de la pandemie du Coronavirus, Djamel Fourar, lors du point de presse quotidien consacre a l'evolution de la pandemie. Le nombre des cas gueris a atteint 6 067, dont 173 durant les dernieres 24 heures, a-t-il mentionne.

Avec ce nouveau bilan, le taux de contamination au covid-19 s'élève à 22.38 cas pour 100.000 habitants. Pr Fourar a précisé que les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Blida, Souk Ahras, Sétif, Batna, Msila et Chlef, ajoutant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des cas de décès. Le porte-parole a aussi signalé que 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, tandis que 19 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Quant aux patients sous traitement, le responsable a souligné que leur nombre a atteint 18.470, dont 8.197 cas confirmés par analyses en laboratoires (PCR) et 10.273 cas suspects diagnostiqués par examen radiologique et scanner thoracique, notant que 27 patients sont actuellement en soins intensifs. Enfin, il a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente en respectant strictement les conditions d'hygiène, la distanciation sociale, le confinement et le port obligatoire du masque en toutes circonstances pour endiguer la pandémie. Dans le monde, la pandémie de nouveau coronavirus a fait



plus de 378.558 morts, dont plus des trois quarts en Europe et aux Etats-Unis, depuis son apparition en décembre. Plus de 6.413.409 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 2.937.307 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.Les États-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 105.147 décès pour 1.811.277 cas. Après les États-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 39.045 morts pour 276.332 cas, l'Italie avec 33.475 morts (233.197 cas), le Brésil avec 29.937 morts (526.447 cas) et la France avec 28.833 morts (189.220 cas).L'Europe totalisait hier 179.309 décès pour 2.177.390 cas, les Etats-Unis et le Canada 112.533 décès (1.902.982 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 52.751 décès (1.052.876 cas), l'Asie 16.870 décès (571.393 cas), le Moyen-Orient 9.628 décès (413.951 cas), l'Afrique 4.333 décès (152.208 cas), et l'Océanie 131 décès (8.591 cas).

Mohamed Mecelti

SOINS À L'ÉTRANGER

Forte baisse des transferts de malades

LES TRANSFERTS de malades à l'étranger a connu une forte réduction durant les cinq dernières années. Selon des chiffres officiels fournis à la presse, cette baisse est sans précédent. Le président de la Commission médicale nationale d'étude des dossiers de transfert pour soins à l'étranger, le Pr. Rachid Bougherbal, a précisé que 240 patients avaient été transférés à l'étranger en 2019 contre 1.400 en 2015.
L'Algérie avait engagé depuis l'an 2000 une réflexion autour de la réduction des transferts de malades pour soins à l'étranger, à indiqué M. Bougherbal, qui s'exprimait lors d'une rencontre sur les transferts pour soins à l'étranger, organisée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le processus s'est concrétisé dans le cadre du Plan quadriennal 2006-2010, une fois la liste des hôpitaux étrangers disposés à accueillir des malades algériens établie et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre réunis, a-t-il encore précisé. Le Pr. Bougherbal n'a pas manqué de souligner les entraves dans ces transferts, citant principalement le problème d'obtention des rendez-vous, qui prennent beaucoup de temps pour les cardiopathies congénitales complexes. « Les hôpitaux étrangers préférant prendre en charge leurs propres malades avant les étrangers », a-t-il expliqué. Pour les cardiopathies congénitales non complexes, leur prise change dans les cliniques privées en Algérie aux frais de la Cnas, s'est avérée compliquée. Le Pr Bougherbal a expliqué que les cliniques privées « se heurtent à la rareté des dispositifs médicaux nécessaires aux opérations ».
Le spécialiste plaide pour l'élargissement de la liste des hôpitaux étrangers conventionnés avec notre pays, notamment pour la prise en charge de la greffe de foie chez les enfants (hôpitaux turcs et espagnols) qui coûte 50% de moins par rapport aux prix imposés par d'autres hôpitaux européens. Le Pr Bougherbal a souligné « l'importance pour les disciplines médicales nationales d'atteindre un consensus thérapeutique sur le transfert des patients vers l'étranger et l'encouragement de la constitution d'équipes médicales multidisciplinaires, concernant certaines pathologies complexes avant le transfert des patients pour des soins à l'étranger ». Il a par ailleurs préconisé « la nécessité de répartir le budget de la PCH selon les maladies les plus répandues dans le pays, au lieu d'en consacrer 60% uniquement au cancer et de négliger d'autres pathologies ».

Lynda Louifi

COVID-19

Le CRA reçoit un don de 13 millions de DA de l'ABC Bank

LE CROISSANT rouge algérien (CRA) a reçu hier mardi une aide financière de 13 millions de dinars octroyée par la banque ABC Algérie pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus.
Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réception de cette aide, la présidente du CRA, Saïda Benhabiles a souligné que ce montant versé pour soutenir l'effort national de lutte contre le nouveau coronavirus, sera consacré à «l'acquisition d'une clinique mobile qui permettra de renforcer les capacités du CRA à atteindre les zones d'ombre et les régions enclavées». Mme Benhabiles a ajouté que cette clinique mobile sera équipée du matériel médical utilisé dans les urgences pour les malades cardiaques et hypertendus, ainsi que les cas de détresse respiratoire, et viendra en aide aux malades souffrant de problèmes de santé dans les zones d'ombre. Elle a ajouté, en outre, que le CRA participera aux opérations de vaccination des nouveaux nés contre la rougeole, prévue par le ministère de la santé «dans le cadre d'une opération de grande envergure», grâce à cette clinique qui lui facilitera l'accès à ces régions.
A cette occasion, Mme Benhabiles s'est félicitée de l'élan de solidarité dont ont fait montre des «partenaires habituels» et témoigne de la crédibilité du CRA, appelant la banque à élargir le partenariat à l'après-pandémie. Pour sa part, le directeur général de la banque ABC Algérie, Idir Nadir a affirmé que la participation de la banque s'inscrit dans le cadre des efforts consentis dans la lutte contre la pandémie, estimant qu'il s'agit «d'une responsabilité collective qui incombe à tous et non pas uniquement au gouvernement», soulignant que le choix de son établissement a été motivé par les actions humanitaires connues du CRA à travers le territoire national.
Le groupe ABC Bank basé à Bahreïn a créé un fonds régional pour contribuer à atténuer l'impact de la pandémie Covid-19 en faveur d'initiatives nationales et caritatives destinées à contenir la propagation du virus, à alléger le fardeau financier des personnes les plus touchées et à soutenir les travailleurs médicaux et les bénévoles en première ligne.

T. R.

Page 03_Mise en page 1 02/06/2020 17:43 Page 1

TEBBOUNE EN VISITE AU MDN

FAIRE FACE AUX LOBBIES CIBLANT L'ANP

Le chef de l'État et chef suprême des armées, ministre de la défense, Abdelmadjid Tebboune, était en visite hier au siège du ministère de la Défense nationales à Alger. Il a procédé, à la baptisation au siège de l'état-major de l'ANP au nom du défunt Gaid Salah, général de Corps d'armée et chef d'état-major, décédé en décembre dernier.



Après cette cérémonie, Tebboune a présidé une séance de travail au siège du MDN, dans laquelle il a prononcé une allocution devant les cadres et officiers du ministère, suivie en visioconférence dans les six régions militaires et les grandes écoles à travers le pays. Le président de la République a affirmé qu'il «fera face aux lobbies ciblant l'Armée nationale populaire (ANP) par des campagnes désespérées».

«La position nationale constante de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), dérange les ennemis de l'Algérie parmi les haineux, les envieux et ceux qui se cachent derrière des lobbies, toujours prisonniers d'un passé à jamais révolu. Des lobbies connus depuis le berceau, connus par leurs ramifications et leurs instruments et auxquels nous ferons face», a affirmé M. Tebboune dans cette allocution.

Et d'ajouter à l'adresse des cadres et éléments de l'ANP : «il n'est pas étonnant qu'ils s'acharnent dans leurs campagnes hystériques pour attenter à votre moral, car incapables de retenir les leçons du passé, autrement ils auraient compris que ces campagnes désespérées contre la digne héritière de l'ALN, aussi diversifiés soient leurs artifices et ruses, elles ne feront que renforcer l'adhésion de notre peuple autour de son Armée et rendre plus fusionnel leur lien indéfectible. Il a soutenu, dans ce sens, que «c'est là, la signification profonde du slogan +Djeich Chaab khawa khawa+ (Armée et peuple sont des frères) scandé par des millions de voix à travers l'ensemble du territoire national des semaines durant au vu et au su du Monde entier, permettant ainsi de sauver le pays du sort incertain auquel il était voué et de le conduire vers une ère d'espoir et de reprise de confiance en soi». Les «vaillants» éléments de l'ANP ont démontré que leur place était toujours au côté du peuple, a-t-il souligné.»Hier, vous l'avez prouvé en vous positionnant du côté du Hirak béni pour l'édification d'une nouvelle République dont nous nous attelons à jeter les fondements, sous la bannière de la Déclaration du 1e novembre 1954», a-t-il dit avant de poursuive : «et aujourd'hui, vous le prouvez, encore, par votre vigilance à veiller sur les frontières et à la sécurité du pays ainsi que par votre constante disponibilité à mettre en place tous les moyens nécessaires afin de répondre, le cas échéant, aux besoins du secteur de la Santé publique dans la bataille contre la propagation de la pandémie Covid-19», a déclaré le Président Tebboune à l'adresse de l'assistance. Evoquant les démarches de la modernisation des Forces armées, le Président de la République a déclaré avoir suivi avec «fierté et respect» les exercices militaires des différentes unités. «Nous avons perçu, à travers les principaux indicateurs opérationnels, les résultats du plan tracé pour moderniser les capacités de nos Forces armées et hisser leur niveau de professionnalisation dans le monde et dans la région, ainsi que leur attachement à la consolidation de la paix et de la sécurité de par le monde», a-t-il souligné.

En conclusion, le Président de la République a tenu à rendre un hommage appuyé aux «braves protecteurs, éléments de l'ANP stationnés aussi bien aux frontières pour faire face aux organisations terroristes, que dans les montagnes pour contrer tous ceux qui seraient tentés de nuire à la stabilité du pays».

Par ailleurs, le chef d'état-major par intérim, le général major, Said Chengriha a exprimé son soutien au document portant révision de la constitution soumis par le président Tebboune au débat. Dans une allocution qu'il a prononcée devant le président Tebboune, Said Chengriha a exprimé sa «haute appréciation» du contenu du projet qui dit-il «va réorganiser la vie politique du pays conformément aux exigences du nouveau contexte».

Il a notamment salué la nouvelle disposition permettant à «l'armée nationale d'intervenir en dehors des frontières nationales, celles consacrant l'équilibre des pouvoirs et celles relatives aux libertés individuelles et les droits de l'homme».

Mohammed K.

ENVOI DES TROUPES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER

Laraba lève toutes les ambiguïtés

LE POSSIBLE envoi des troupes algériennes dans un pays tiers, tel que proposé dans la mouture de l'avant-projet de révision de la constitution, a été largement commenté. A travers cette disposition, l'Algérie a-t-elle renoncé à un principe fondamental, celui de non intervention militaire à l'extérieur ? Le président du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle, Ahmed Laraba, lève toute ambiguïté et affirme que l'Algérie n'a pas rompu avec les principes fondamentaux de sa doctrine, basés sur la souveraineté et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. Intervenant, hier, dans l'émission de l'invité de la rédaction de la chaine 3, Laraba a expliqué les portées de cette nouvelle disposition, en cas de son maintien. Il ne s'agit pas donc d'une intervention militaire, mais des opérations de maintien de la paix.

« Il faut faire la différence entre ces troupes de maintien de la paix et une intervention militaire «, a-t-il précisé, signalant que la philosophie des opérations de maintien de la paix est strictement défensive.

Selon lui, cette nouvelle mission contribuera à faire de l'Algérie un pays plus que jamais exportateur de la paix. Et de souligner : « Le fait que l'Algérie puisse participer à travers l'article 31, s'il est maintenu, à des opérations de maintien de la paix, ne signifie absolument pas qu'elle a rompu avec les principes fondamentaux basés sur la souveraineté, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays et le principe de non intervention «. Cette disposition donne au président de la République la faculté d'envoyer ces troupes d'interposition pour des opérations de maintien de la paix. Une décision qui est aussi, note-t-il, tributaire du feu vert préalable du parlement. Le professeur en droit est, par ailleurs, revenu sur la mouture de l'avant-projet de révision de la constitution qui est soumis au débat et à l'enrichissement. Plus de la moitié des articles de ce texte sont concernés par les amendements.

Sur les 240 articles de la constitution, 148, soit 63%, ont été amendés et rectifiés pour être soumis à propositions et évaluations, selon les explications de Laraba.

Il a affirmé que les experts chargés de cette mission « ont tenté de prendre en compte la réalité des revendications du mouvement «, pour asseoir un meilleur équilibre entre les pouvoirs, ainsi qu'un renforcement considérable de la partie consacrée aux droits de l'homme.

Estimant que les propositions d'enrichissement du nouveau projet de constitution sont susceptibles de contribuer à l'émergence « d'une Algérie nouvelle «, le président de ce Comité d'expert a précisé que le groupe de réflexion qu'il préside n'est en rien une constituante.

Pour lui ses travaux s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route tracée de révision de la Constitution et non pas d'une innovation. Selon lui, « la constitution idéale n'existe pas. On peut avoir la plus belle, mais la question fondamentale, c'est son application «.

Lilia Aït Akli



CONSEIL DE LA NATION

Adoption à l'unanimité de la LFC 2020

LE CONSEIL de la Nation a adopté hier mardi, à l'unanimité, le texte de loi de finances complémentaire (LFC 2020), lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil par intérim, Salah Goudjil, en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya et des membres du Gouvernement.

La LFC 2020 prévoit la baisse des dépenses budgétaires à 7.372,7 mds DA (mds DA) contre 7.823,1 mds DA dans la Loi de finances (LF) initiale. Les recettes budgétaires devraient elles aussi baisser à 5.395,8 mds DA contre 6.289,7 mds DA dans la LF initiale

Le déficit budgétaire devrait atteindre 1.976,9 mds DA (-10,4% du PIB) contre 1.533,4 mds DA dans la LF initiale (-7,2% du PIB).

Compte tenu de la chute drastique des cours du pétrole ces derniers mois, le prix de référence du baril de pétrole a été revu à la baisse de 50 à 30 dollars et le prix de marché est passé de 60 à 35 dollars dans la LFC 2020. Le projet de LFC avait été adopté dimanche par l'APN. La commission des Finances et du budget de l'APN avait approuvé plusieurs amendements au PLFC 2020, notamment la révision des montants du droit de timbre sur les véhicules neufs et la prolongation de la réduction de la TVA à 9 % pour les activités touristiques jusqu'à fin 2021.

M. D.

MOHAND OUSSAÏD :

«Le président de la République n'a de lien avec aucun parti politique»

LE MINISTRE Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la Présidence de la République, M. Belaïd Mohand Oussaïd a affirmé, que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est le Président de tous les Algériens et «n'a de lien organique avec aucun parti politique agréé». En réponse à une question d'Algérie presse service (APS) sur la relation du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec le parti du Front de libération Nationale (FLN), Belaïd Mohand Oussaïd a précisé que «le Président de la République est le Président de tous les Algériens et par conséquent, il n'a de lien organique avec aucun parti politique agréé». Il a rappelé, à ce propos, que «le Président de la République a gelé sa qualité de membre au Comité central du parti du FLN et, comme chacun le sait, il ne s'est pas porté candidat au nom de ce parti à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019». Le Porte-parole de la Présidence de la République a indiqué également que «Abdelaziz Djerad avait démissionné du parti du FLN plusieurs années avant sa désignation en qualité de Premier ministre».

S. N.

Page 04_Mise en page 1 02/06/2020 17:44 Page 1

COVID-19 À ANNABA

L'informel s'adapte au confinement

LA FERMETURE des différents commerces à Annaba suite à la propagation du nouveau coronavirus a engendré de multiples activités parallèles brassant plusieurs produits. Tous les commerces sont fermés et pourtant on trouve tout. Il suffit d'y mettre le prix. Par exemple, pour une simple tasse de café, alors que la totalité des cafétérias sont fermées, il suffit d'entrer dans un des couloirs des immeubles de la ville et vous voilà servi d'un verre de «café presse» à 60 DA, soit le double de son prix. De même pour acheter une paire de chaussures ou un pantalon, vous trouverez les propriétaires de ces commerces installés sur une chaise en face de leurs magasins fermés scrutant les éventuels acheteurs. Il suffit d'en demander et vous voilà à l'intérieur d'un magasin avec rideau fermé en train de faire votre choix. Le chômage et le manque à gagner ont poussé les petits commerçants à trouver des combines pour survivre. Une situation que les services de sécurité n'arrivent pas de contrôler. Il en est de même encore pour les salons de coiffure qui accueillent, rideaux fermés, quatre à six clients. Tout fonctionne dans le noir malgré le confinement et l'interdiction des activités commerciales, en dehors des commerces d'alimentation générale et des produits pharmaceutiques. Les cas surréaliste de ce trafic est la vente d'alcool et des drogues qui semblent prendre des proportions alarmantes. Au cours de la dernière semaine, les services de sécurités, gendarmerie et police, sont intervenus plusieurs fois à travers de nombreux quartiers de la Coquette pour saisir de grandes quantités de stupéfiants et d'alcools et procéder à des arrestations. Durant jeudi dernier, 7500 comprimés de psychotropes ont été saisies ainsi que des armes blanches. Bien que la vente des alcools est autorisée à Annaba, mais les commerces sont fermés actuellement, les services de sécurité ont saisie plus de 8000 unités de boissons alcoolisées de différentes marques. Trois personnes liées à ce trafic ont été arrêtées pour contrebande d'alcool. A Berrahal-ville, une personne a été arrêtée en possession de 900 cartouches de différentes marques et de 310 sachets de tabac à chiquer. Il faut aussi signaler les attroupements de personnes, ici et là dans les quartiers, qui se sont transformées en un véritable marché au noir qui proposent un tas de produits à partir même de leurs domiciles.

Nabil Chaoui

TIZI-OUZOU

La saison estivale aura lieu



Le wali de Tizi-Ouzou, Mahmoud Djemaâ, en visite de travail et d'inspection, avant-hier, dans les daïra de Tigzirt et d'Azeffoun, a insisté auprès des différents responsables locaux sur la réussite d'une bonne saison estivale. La wilaya de Tizi-Ouzou compte quatre communes dites du littoral.

Il s'agit de Tigzirt, Iflissen, Azeffoun et Aït-Chaffaï. Et à chacune de ses haltes, Mahmoud Djemaâ a insisté auprès des responsables locaux quant à la nécessité d'investir le terrain pour redonner confiance aux estivants. «Vous devez être sur le terrain de manière visible et gérer au quotidien l'ensemble des aspects de la saison estivale pour redonner confiance aux estivants !», leur a indiqué le wali. S'agissant des travaux d'aménagement de cinq plages, parmi les six que comptent ces communes, le wali a également mis l'accent sur l'impératif d'achever les travaux dans les plus brefs délais pour offrir aux estivants toutes les commodités nécessaires pour profiter de cette saison.

S'agissant de l'ouverture de cette saison estivale, sa date exacte n'est pas encore connue jusqu'à présent. Son lancement dépend fondamentalement de l'évolution de la situation sanitaire. «Toutefois, a assuré Mahmoud Djemaâ, il faudrait s'y préparer comme si nous sommes dans des conditions ordinaires». Pour sa part, le directeur du tourisme de la wilaya a indiqué que pour cette année encore seules 8 plages sont autorisées au niveau de la wilaya, soulignant que «les travaux d'aménagement de 02 autres plages ont été interrompu en raison de la crise sanitaire».

Par ailleurs, le wali a visité les chantiers de construction de trois lycées dans les communes d'iflissen, d'Azeffoun et Aghribs, ainsi que le chantier de réalisation d'un évitement de la ville d'Azeffoun. Sur ce volet précis, le wali a insisté auprès des promoteurs en charge des trois premiers projets sur la réception de ces structures pour la prochaine rentrée scolaire et tout en les assurant de la disposition de la wilaya à lever toutes les contraintes auxquelles ils font face. Concernant la réalisation du chemin d'évitement de la ville d'Azeffoun, un tronçon long de 04 Km entamé en décembre dernier, il sera réceptionné d'ici la fin de l'année en cours. C'est ce qu'a déclaré en tout cas, le subdivisionnaire des travaux publics de la daïra d'Azeffoun, Smaïl Rabehi.

«Les ouvertures ont été faites, mais les travaux se sont arrêtés à cause des intempéries d'abord, et par la crise sanitaire ensuite» a-t-il indiqué avant d'observer que «son ouverture permettra de désengorger la ville côtière qui souffre du problème d'embouteillage durant la saison estivale». A Issoumeur, partie se trouvant au sud d'Azeffoun, le wali a été interpellé par les habitants sur l'absence totale de commodités de vie, notamment, l'eau et les routes d'accès. Après avoir écouté leurs différentes doléances, Mahmoud Djemaâ a déclaré qu'il veillera à leur prise en charge. Enfin, le wali a marqué une halte au village d'Oulkhou, dans la commune d'Aït-Chaffaï, pour se recueillir sur la tombe de Tahar Djaout.

Said T.

ILS DEMANDENT LA REPRISE DE LEUR ACTIVITÉ

Colère des transporteurs de voyageurs de Béjaïa

LES TRANSPORTEURS privés de voyageurs, des propriétaires d'auto-écoles et taxieurs ont tenu, hier, à leur tour, un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya. Cette action intervient au lendemain du sit-in organisé par les commerçants et artisans exerçants différentes activités commerciales, services et artisanat.

Les transporteurs de voyageurs ont réclamé lors de leur sit-in organisé sous la casquette de l'ONTA et l'UGCAA, entre autres, «la reprise de leur activité, l'indemnisation des pertes subies suite à l'arrêt de leur activité et une amnistie fiscale pour les mois durant lesquels ils ont cessé d'exercer leur activité dans le cadre du plan de lutte contre la pandémie du coronavirus décidé par le gouvernement.

Ils ont, également, exigé la prise en charge des familles des exploitants et surtout dans le cas où l'arrêt de leur activité et reconduit à partir du 13 mai. Une délégation des transporteurs a été reçue par le chef de cabinet de la wilaya à qui il a été exposé la situation des protestataires.

M. Kamel Ichaâlalen responsable du syndicat des transporteurs de voyageurs privés de la région de la Soummam a affirmé avoir pris part à cette rencontre et a «exposé au chef de cabinet de la wilaya les revendications des transporteurs et des autres activités, dont la reprise dans les plus délais, du transport de voyageurs avec l'engagement de respecter les règles barrières, une amnistie fiscale et des indemnisations sur la période de suspension de l'activité». Il a aussi ajouté que parmi les points exposés, la situation sociale des transporteurs et des autres activités et surtout la faillite qui guettent la filière à cause de l'endettement des transporteurs qui ne peuvent plus faire face aux charges.

Une réunion de concertation devrait être tenue dans les jours à venir afin de parler de la situation et de son évolution, a fait savoir le syndicaliste.

Des transporteurs n'ont pas manqué d'exprimé lors de sit-in leur inquiétude face à la situation sociale précaire dans laquelle ils vivent craignant surtout un plongement, une nouvelle fois, de la suspension de leur activité.

«Un prolongement qui va encore aggraver notre situation sociale», fait observer M. Ichalalen.

Ils ont exprimé leur inquiétude sur l'avenir de leur activité vue les pertes importantes subies durant cette période de confinement qui dure depuis le 14 mars dernier.

N. Bensalem

ALORS QUE 118 COMMERCES ONT ÉTÉ FERMÉS

Près de 500 véhicules mis en fourrière à Constantine

QUATRE cents soixante véhicules et trente-quatre motocycles ont été placés au niveau de la fourrière communale de Constantine depuis le début du confinement partiel instauré le 28 mars dernier, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sureté de wilaya. Soit un peu plus de 27% des 1685 voitures contrôlées par les différents éléments de la sureté de wilaya entre 19 heures et 7 heures avant le 30 mai et de 17 heures à 7 heures après cette date. Nombre des propriétaires des véhicules saisis s'adonnaient à des activités de transport clandestin.

Alors que pour les motocycles, près de la moitié a été saisie sur les 70 contrôlés, apprend-on de même source, laquelle précise que 302 personnes ont été verbalisées pour non-respect de port de bavette de protection et ce depuis l'instauration de cette mesure barrière contre le coronavirus.

Par ailleurs sur un total de 7190 personnes contrôlées durant le «couvre-feu», 64 ont été placées en détention et certains présentées devant les juridictions compétentes.

Bagarres, détention d'armes blanches, possession de drogues et psychotropes ou encore faits de destruction de biens d'autrui sont entre autres motifs à l'origine des mises à l'arrêt, précise-t-on. En ce qui concerne les commerces, 118 ont fait l'objet de fermeture administrative, pour non-respect des mesures de cessation momentanée d'activité décrétée pour certaines activités.

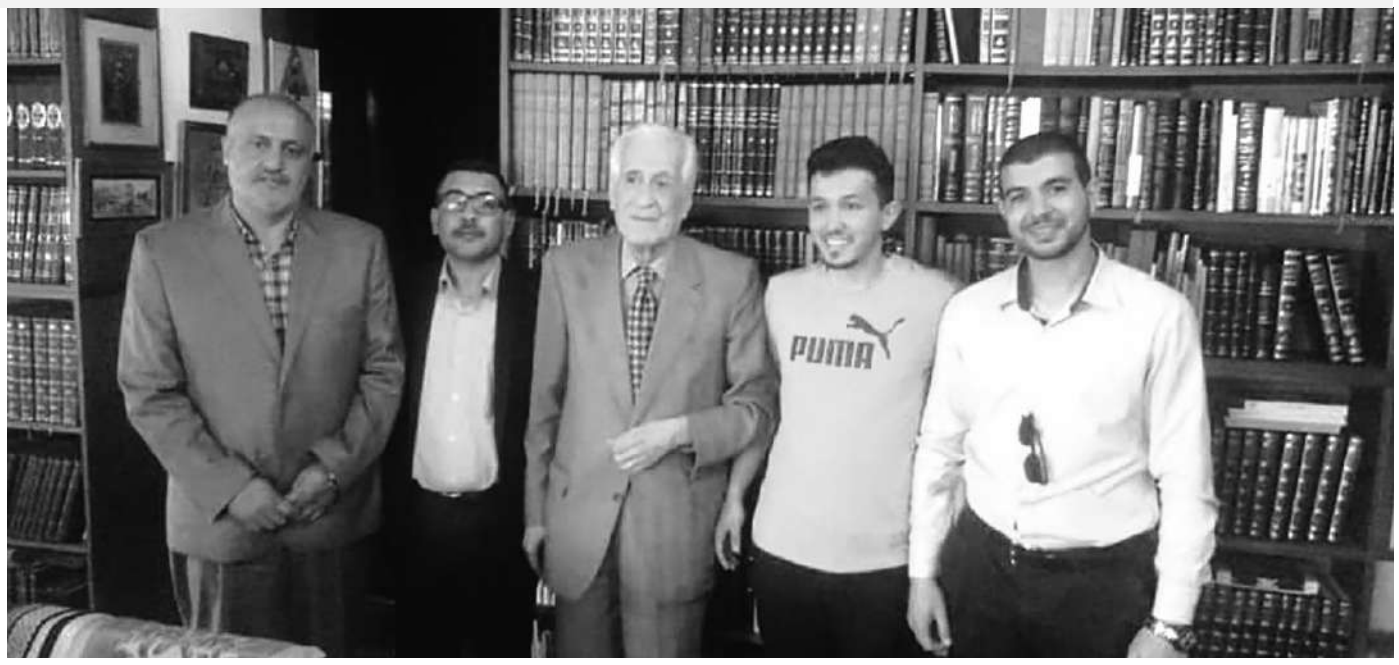
Amine B.

Page 05_Mise en page 1 02/06/2020 17:45 Page 1

L'ACTIVISTE ISLAM BENATTIA :

«NOUS MILITONS POUR UN PARTI RASSEMBLEUR DU HIRAK»

Le sujet de la révision de la Constitution à l'œuvre suscite moult réactions parmi les acteurs de la scène politique entre adhérents à la démarche et critiques du contenu qui selon certains n'a pas apporté le changement attendu. Le populaire militant du hirak Seif Islam Benattia a saisi cette occasion pour lancer une initiative politique qui rassemblerait, selon lui, tous les acteurs du hirak y compris ceux qui l'ont quitté. Benattia qui multiplie les sorties médiatiques depuis le 22 février 2019, évoque dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant les motivations de son initiative et les actions à venir qu'il compte mener pour aboutir au changement qui traduirait les aspirations du Hirak. Toutefois, il n'a pas exclu le scenario de la reprise du hirak après la levée du confinement et a fait part de son souhait de voir le parti qu'il compte lancer contribuer à la construction d'une «Algérie nouvelle dans le cadre d'un dialogue sérieux et ouvert».



Le Jeune Indépendant : ***En tant qu'activiste du Hirak vous avez annoncé une initiative politique qui rassemblerait des acteurs du Hirak. Est- ce que vous pouvez nous dire où on en est de cette initiative et est-ce que vous envisagez de la transformer en parti politique?***

Islam Benattia : La réponse est claire. Notre initiative est un projet politique et qui dit projet politique dit parti politique d'autant plus qu'il n'y a pas d'autres méthodes pour exercer la politique selon les lois de la république qu'à travers un parti. effectivement, nous envisageons de transformer notre initiative en un nouveau parti qui émergera du Hirak et censé adopter les idées du 22 février 2019 sans pour autant prétendre représenter le Hirak .

Qu'en est- il du déploiement de votre initiative et l'adhésion de la population à travers les différentes wilayas ?

C'est tout à fait normal que je n'agis pas tout seul. La décision a été prise après longue réflexion avec plusieurs les amis et activistes politiques dans le Hirak et que plusieurs personnes à travers plusieurs wilayas ont adhéré à ce projet. Notre initiative n'exclut personne ni les gens qui ont décidé de quitter le Hirak ni ceux qui y sont encore. Notre projet se veut un parti rassembleur de tous les Algériens qui croient au changement et que nous pouvons faire quelque chose ensemble. D'ailleurs , même durant la période du confinement sanitaire nous avons continué, grâce aux moyens de communication, à débattre nos idées et à tenir des rencontres virtuelles à raison de trois fois par semaine. L'idée est de formuler un projet politique englobant tous les aspects liés notre vision sur l'Algérie de demain.

Quelle est votre position rapport à la mouture de la Constitution en cours de révision et est –ce qu'elle traduit, selon vous, les aspirations du Hirak ?

Sur ce point ma position est très claire. L'avant-projet de la nouvelle Constitution n'a rien apporté de nouveau. On s'y est attaché juste à changer l'appellation de certaines institutions. Je vous cite à titre d'exemple le remplacement du Conseil constitutionnel par un tribunal constitutionnel tout en maintenant les mêmes prérogatives. Concernant la séparation des pouvoirs, nous constatons dans le texte remis que le régime politique demeure «présidentialiste» et que nombre d'institutions restent chapeautées par le président de la république.

Pis encore, Nous relevons même des contradictions dans la mesure où le chef d'Etat parle dans son discours avec les médias d'une diminution des prérogatives du président et de la séparation «totale» entre les pouvoirs avec une justice indépendante, chose que nous ne trouvons pas dans l'avant-projet en question.

D'ailleurs, il nous été donné de constater que dans l'introduction de la mouture de constitution la commission d'experts chargée de la révision de la constitution mentionne qu'elle n'a aucun droit de changer le régime politique alors le président avait évoqué dans les 54 engagements annoncés lors de la campagne électorale «d'un changement radical du système». cela ne pourrait que refléter clairement la contradiction dont le parle et cette démarche ne traduit pas les aspirations du mouvement populaires. Pour le reste des observations à faire sur cette mouture, j'ai émis mes remarques article par article sur ma page Facebook et exprimé mon point de vue en la matière à travers les médias. Maintenant si ses propositions et observations seront prises en compte ou non, cela revient aux seules autorités publiques.

Est-ce que vous approuvez et adhérez à la démarche du président de la République Abdelmadjid Tebboune qu'il a baptisée la nouvelle république ?

Comment peut-on participer ou adhérer à une démarche où les décisions continuerons d'émaner d'une seule partie et dans un sens unique, du haut en bas. Nous aimerions bien contribuer à la construction d'une Algérie nouvelle dans le cadre d'un dialogue sérieux et ouvert, cela est notre objectif. Mais en l'absence des modalités adéquates basées sur le dialogue pour l'implication des différents acteurs dans cette démarche, nous restons dans les pratiques anciennes.

Avez-vous entrepris des contrats avec des hommes politiques pour les inviter à se joindre à votre initiative et est-ce que vous avez contacté les autorités publiques pour un éventuel dialogue au sujet du devenir du pays ?

Certes, le dialogue est un principe que je n'ai pas cessé de prôner depuis le 22 février 2019 et demeure la seule solution pour la résolution de tous les problèmes politique en Algérie ,mais, moi en tant d'activiste indépendant je ne pourrais entreprendre l'initiative d'entamer un dialogue avec les autorités publiques et je n'ai pas été contacté par quiconque pour un éventuel dialogue. Concernant mes contacts avec des personnalités politiques et des activistes ou encore l'élite dans les différents domaines, le travail est toujours en cours. Notre projet verra la participation des gens issus de divers horizons et nous comptons rendre publique la liste des adhérents à l'initiative au moment opportun.

Selon vous, le Hirak va-t-il reprendre la mobilisation et est -ce que vous allez lancer des appels pour que le Hirak adhère à la démarche du président Tebboune ?

La reprise du Hirak reste la volonté de tous les hirakistes et je pense que le retour à la mobilisation est inévitable au vu de l'évolution des choses, car nous ne sommes pas encore arrivés à la satisfaction des revendications du hirak portées depuis le 22 février. Cela d'autant que la mobilisation reste le seul moyen de pression et le mouvement populaire a déjà fait preuve de son pacifisme.

Donc la reprise permettra d'exercer une pression positive en vue d'aller vers plus de liberté d'opinion et concrétiser le changement aspiré.

Concernant la démarche du président, Il est important de bien définir les choses. Il y a une différence entre ce qui se dit dans les discours et les pratiques concrètes. Avec un champ médiatique verrouillé plus qu'auparavant et des arrestations qui ciblent encore les activistes du Hirak, le climat ne permet pas d'aller vers un dialogue serein, cela d'une part, d'autre part, comment voyons nous cette nouvelle Algérie ? Chacun de nous a sa propre vision et il n'a y que le dialogue qui pourrait rapprocher les visions. Je pense qu'il y a des obstacles qui empêchent le président d'aller plus vite et d'appliquer les promesses faites.

Propos recueillis par Aziza Mehdid



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BARAKI
NIF : 4100020000016085

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, le wali délégué de la circonscription administrative de Baraki informe l'ensemble des candidats et soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale N° :01 /WA/CAB/2018 paru dans les quotidiens nationaux « الحرية» du 19/04/2020 et «Le jeune Indépendant » du 19/04/2020 qu'à l'issue de l'analyse des offres techniques et financières, les marchés relatifs aux travaux d'aménagement de voirie répartis en 03 lots:

Lot n°01 : - AMENAGEMENT DE VOIRIE ROUTE RELIANT CITE 1200 LOGTS ET CV 04 PASSANT PAR HAOUCH SI BELAID EUCALYPTUS
- AMENAGEMENT DE VOIRIE ROUTE RELIANT CITE AIR ALGERIE ET CV 06 PASSANT PAR HAOUCH MILLER EUCALYPTUS
Lot n°02 : - AMENAGEMENT DE VOIRIE HAI CHERCHERA BARAKI.
- REALISATION ECLAIRAGE PUBLIC HAI CHERCHERA BARAKI
Lot n°03 : - AMENAGEMENT DE VOIRIE DOMAINE MEHDI LAID SIDI MOUSSA
- AMENAGEMENT DE VOIRIE DOMAINE CHAOUCHE LAKHDER 01 SIDI MOUSSA
- AMENAGEMENT DE VOIRIE DOMAINE HAMIDI BOUALEM SIDI MOUSSA

sont attribués provisoirement comme suit :

Désignation de l'opération	L'entreprise soumissionnaire	NIF	Montant de l'offre (DA)	Délai	Note technique	Observation
Lot 1	ETPB Laala BOUMEDIENE	158161400124174	40 973 247,00	03 mois	60/41	Offre moins disante
Lot 2	EGTPH ELFARTAS	177092000284104	26 066 236,00	05 mois	60/54,29	Offre moins disante
Lot 3	SARL SOTRABOU	000355072378716	11 658 958,36	04 mois	60/49	Offre moins disante

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, les candidats et les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya d'Alger, dix (10) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis dans la presse nationale et sont invités à se rapprocher du BEP de la CA de Baraki au plus tard (03) trois jours à partir du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché

Le Jeune Indépendant **du 03/06/2020 / ANEP 2016008971**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF

DAIRA SALEH BAY

COMMUNE DE HAMMA.

MATRICULE FISCALE : 098419209000331

Avis D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de L'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n °15/247 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marches publics et des délégation de service public .et les suivants Le président de l'assemblée populaire communale de HAMMA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participe á **d'Appel d'Offre Ouvert 01/2020** paru dans les quotidiens Nationaux - يومية الجزائر ماتش--**Le jeune Indépendant** a partir date le : 23/04/2020 relatif á approvisionnements des cantines scolaires en alimentation de l'année 2020

Lot n°01 : alimentation générale, légume et fruits
Lot n°02: produit laitier
Lot n°03 : viande rouge et blanche et œufs
Lot n°04 : Pain

Qu á l'issue de la procédure d'evaluationdes offres , convention est attribue provisoirement aux soumissionnaires suivants , conformément aux disposition du cahier des charges

N° du lot	Lot	Soumissionnaire	Montant de la soumission en DA TTC	Délai de livraison	Observation
	Lot n°01 : alimentation générale, légume et fruits	Merred Farid	**MIN** 6.542.400.00 **MAX** 7.744.500.00	l'année 2020	Seule Offre
	Lot n°02: produit laitier	SARL CHENITI DMD	**MIN** 2.621.308.20 **MAX** 2.793.277.50	l'année 2020	Seule Offre
	Lot n°03 : viande rouge et blanche et œufs	Dekkiche zitouni	**MIN** 3.828.000.00 **MAX** 5.100.000.00	l'année 2020	Seule Offre
	Lot n°04 : Pain	Beaitiche Mohammed	**MIN** 680.000.00 **MAX** 856.000.00	l'année 2020	Seule Offre

Conformément aux dispositions de L'article 82 du décret présidentiel n °15/247 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marches publics et des délégation de service public , les soumissionnaires qui contestent le choix ci dessue peuvent introduire leurs recours , dans un delai de dix (10) jours a compter de première parution du persent avis dans la presse national , et le Bulletin Officiel des Marchés de l'Operateur public (BOMOP).

Le Jeune Indépendant **du 03/06/2020 / ANEP 2016009047**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT
DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
Office de Promotion et de la
Gestion Immobilière (O.P.G.I)
Wilaya de M'SILA
Coop Tarek ibn Ziad M'Sila

Suite aux différentes visites répéter des chantiers on a constaté l'arrêt des travaux. D'où les entreprises suivantes sont misent en demeure N° 01+ 02:

MISE EN DEMEURE N° 01

N°	*Intitulé de l'ETP + Adresse*	*Projet*	*Lot*	*Date et N° marché*
01	*BAYAA RASSO NOUR ELDIN Ets BN-PRO demeurant à la commune de BATNA cité 200 logts El-Nassim*	*142/450 logements publics locatifs sans VRD à Sidi Aissa programme 4000 logts LPL année 2011*	*TCE SANS VRD*	*N°31 du 26/07/2018*

MISE EN DEMEURE N° 02

N°	*Intitulé de l'ETP + Adresse*	*Projet*	*Lot*	*Date et N° marché*
01	*AICHOUCHE A/AZIZ demeurant à la commune de MAGRA cité MACHTET OULED AMBAREK M'SILA*	*50 logements publics locatifs MAGRA programme 3300 logts RHP année 2011*	*TCE + VRD + PT*	*N°185 du 26/12/2013*

POUR :

- *Reprendre les travaux.*
- *Renforcer le chantier par les moyens matériels et humains utiles afin d'achever le projet dans les délais contractuels.*
- *Relancer le rythme des travaux en appliquant le système d'alternance afin de rattraper le retard.*

Dans le cas du non respect de cette mise en demeure sous huitaine de son publication aux journaux nationaux, la réglementation en vigueur sera appliquée y-compris la résiliation au tord.

Le Jeune Indépendant **du 03/06/2020 / ANEP 2016009079**



Depuis le début du confinement, on entend mieux la Terre trembler



Depuis le confinement, la baisse de l'activité humaine permet aux sismographes de percevoir des activités sismiques de faible intensité, en plus grand nombre.

Quand le monde chuchote, la Terre peut parler. Au Royaume-Uni, le confinement imposé à la population durant la pandémie de coronavirus a eu un effet révélateur sur l'activité sismique du pays. Pourtant, il n'est pas connu pour être un territoire très actif à ce niveau.

Bruit anthropique

En tout cas, le bourdonnement presque continu de l'activité humaine ne permettait pas aux sismographes de percevoir les « signaux faibles » de la Terre. Mais les scientifiques du British Geological Survey ont remarqué que, depuis une semaine et la mise en confinement des Britanniques, leurs sismographes sont capables de repérer de petits tremblements de terre au Royaume-Uni et d'autres, plus importants, en Europe. « Les sismomètres sont si sensibles qu'ils captent également d'autres sources, notamment l'activité humaine, comme la circulation routière, les gens qui passent et les usines à proximité », explique Brian Baptie, sismologue au British Geological Survey d'Édimbourg, au quotidien britannique The Guardian.Sur certains capteurs, ce « bruit anthropique » est inférieur de cinq décibels à la normale, soit environ un quart de moins que les lectures habituelles.

En Belgique et aux États-Unis aussi

Les chercheurs du British Geological Survey espèrent maintenant vérifier tous leurs sismomètres afin de créer une carte qui révélera quelles régions de la Grande-Bretagne ont connu les déclins les plus marqués du bourdonnement humain. Néanmoins, le Royaume-Uni n'est pas le seul pays à percevoir ces changements dus au confinement.

Le sismomètre de l'Observatoire royal de Belgique « est désormais presque aussi sensible aux légères secousses sismiques qu'un capteur installé au fond d'un trou de forage de 100 mètres », peut-on lire sur le site The Daily Geek Show.Une diminution également observée à Los Angeles. Mais il semble que toutes les stations de mesures n'enregistreront pas les mêmes effets induits par la baisse du bourdonnement humain. En effet, la plupart ont été installées dans des régions isolées afin de limiter le bruit sismique d'origine humaine.

Les pieds humains sont composés de 52 os, soit 25% de tous les os du corps !

COMME VOUS le dira toute personne qui a eu un cours d'anatomie, le système squelettique humain est très complexe, il se compose de 206 os bien que ce nombre diminue au fur et à mesure que vous vieillissez puisque certains os fusionnent. Les pieds sont particulièrement complexes avec 52 os aux deux pieds (26 os pour chaque pied), cela représente un quart de tous les os contenus dans le corps humain. Ces os comprennent le tarse (cheville), le calcanéum (talon), les os du métatarse (l'ensemble des cinq os longs qui mènent aux orteils) et les phalanges ou os des orteils.



Des passagers de ce ferry sautent par-dessus bord par peur de la contamination du Covid-19

Les centaines de passagers d'un ferry à destination d'une île indonésienne ont été surpris d'apprendre que les autorités leur avaient refusé d'accoster après que des membres d'équipage ont présenté des symptômes laissant penser au coronavirus. Paniqués, certains se sont jetés à l'eau pour essayer de regagner la terre ferme à la nage.

Des passagers d'un ferry en Indonésie se sont jetés à l'eau le 7 avril après avoir découvert que des membres de l'équipage étaient soupçonnés d'avoir été contaminés par le coronavirus, rapporte le portail Safety at sea.

Le navire indonésien, transportant 255 passagers, avait quitté la ville de Tarakan dans la province de Kalimantan Nord pour se diriger vers l'île de Flores, mais lorsqu'il est arrivé au port de Maumere, les autorités ne l'ont pas autorisé à accoster après que trois membres d'équipage ont présenté des symptômes similaires à ceux du coronavirus. Informés de la décision, cinq passagers ont décidé qu'il fallait regagner la terre ferme à tout prix. Sur la séquence, on les voit se précipiter dans l'eau pour rejoindre la rive en nageant.

Échec d'une tentative de fuite

Cependant, leurs tentatives d'échapper au contrôle sanitaire ont été infructueuses: les secours les ont recueillis et ont confirmé qu'aucun d'entre eux n'était blessé.

Plus tard, les autorités ont finalement autorisé le bateau à s'amarrer.

Après avoir été testés par le personnel médical, 22 passagers ont été placés en quarantaine.Selon le dernier bilan, l'Indonésie recense 2.956 cas de contamination et 240 morts.



4 heures de bus pour rien, 400 euros d'amende pour non-respect du confinement

UNE ITALIENNE DE TRIESTE (NORD) n'en pouvait plus de rester enfermée chez elle: elle a pris le bus pendant quatre heures pour se balader mais est descendue avec une amende de 400 euros, a rapporté jeudi l'agence AGI.

Le chauffeur du bus a invité à plusieurs reprises la passagère à descendre, mais sans succès, et il s'est donc résigné à appeler une patrouille de police chargée de contrôler le respect des consignes de confinement en vigueur en Italie, où toutes les sorties sont interdites sauf notamment pour raison professionnelle ou de santé.

La passagère s'est justifiée tranquillement auprès des policiers en disant qu'elle n'en pouvait plus de rester enfermée chez elle. Ils l'ont fait descendre et lui ont infligé une amende de 400 euros.

.Colombie. La police donne des cours de Zumba pour égayer la période de confinement, à Bogota



DES POLICIERS COLOMBIENS ont donné un cours de Zumba au pied d'un immeuble aux habitants d'un quartier de Bogota, en Colombie, mercredi 8 avril. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne menée par la police afin d'offrir aux Colombiens des moments de joie pendant cette période de confinement. D'autres cours de Zumba sont d'ores et déjà programmés. Le gouvernement colombien a annoncé le prolongement du confinement de la population jusqu'au 26 avril, dans l'objectif de limiter la propagation du coronavirus. La police a décidé de lancer une campagne baptisée « Somos Uno, Somos Todos » (« Un pour tous, tous pour un ») pour rendre cette situation moins désagréable. Des agents de police ont donc donné un cours de Zumba au pied d'un immeuble à des habitants d'un quartier de Bogota, rapporte le Huffington Post. Et le succès de l'initiative était au rendez-vous pour cette première.

« Stimuler la santé physique et mentale de chaque citoyen »

« C'est une manière de combattre tous les problèmes qui existent chez nous, comme l'intolérance ou le désespoir d'être enfermé pendant tant de jours », a expliqué l'instructeur de Zumba de la police colombienne. « C'est aussi une façon de stimuler la santé physique et mentale de chaque citoyen », a-t-il ajouté. Au total, la police donne trois cours de Zumba par jour et offre la possibilité à chacun d'échanger avec l'instructeur depuis son balcon. Il y a quelques jours, la police de Medellin avait effectué une opération de sensibilisation à l'importance du confinement, en patrouillant dans un corbillard.

START-UP CANADIENNE



De l'IA open-source Pour identifier les infections au coronavirus

.Technologie : Une start-up canadienne a créé un outil pour détecter les infections au coronavirus avec des rayons X. Et l'analyse des clichés est réalisée par une intelligence artificielle open source.

Si vous cherchez un hôpital qui prend en charge les cas de Covid-19, vous y trouverez très probablement des services qui ont besoin de plus de personnel et qui n'ont pas assez de kits de dépistage. Une jeune entreprise canadienne spécialisée dans l'IA espère mettre au point des outils qui permettront de détecter automatiquement les infections au coronavirus à partir de radiographies, et ainsi guider les professionnels de la santé sur la gravité de l'infection.

DarwinAI, issu de recherches menées à l'université de Waterloo, travaille normalement sur l'explicabilité de l'IA. La société fabrique un outil qui peut montrer pourquoi les modules de deep learning prennent les décisions qu'ils prennent, permettant aux utilisateurs de corriger les entrées qui conduisent à de mauvaises décisions, et de réparer l'architecture ou de recycler le système pour éviter les mêmes erreurs à l'avenir.

L'idée est que, en ayant un aperçu des raisons pour lesquelles l'IA fait ce qu'elle fait, les entreprises peuvent accélérer le développement de leurs produits d'IA. Cependant, il y a quelques semaines, DarwinAI a décidé de se pencher sur la question de savoir si l'IA pouvait avoir un rôle à jouer dans la lutte contre le Covid-19.

Sur la route de COVID-Net

En deux semaines, le cofondateur de la société et professeur de l'université de Waterloo, Alexander Wong, a développé COVID-Net avec son étudiante Linda Wang.

COVID-Net est un réseau neuronal convolutif profond conçu pour dépister les patients suspectés d'être infectés par le coronavirus en identifiant les signes de la maladie sur les radiographies pulmonaires. Alors que le dépistage se fait traditionnellement à l'aide d'un prélèvement dans la joue ou le nez, les hôpitaux manquent souvent de kits de dépistage et de testeurs.

Le Deep Learning excelle dans l'analyse d'image

Les radiographies pulmonaires sont pour leur part rapides à réaliser, et courantes dans les hôpitaux. Le goulot d'étranglement entre la prise d'une radiographie et son interprétation consiste généralement à trouver un radiologue pour la lire et l'interpréter. Le fait qu'une IA le fasse à sa place pourrait signifier que les résultats seront disponibles beaucoup plus rapidement.

Bien que le Covid-19 soit une infection relativement récente, l'IA a déjà été utilisée pour analyser des images provenant d'un certain nombre de pathologies, y compris le cancer et les maladies des yeux. « L'apprentissage profond excelle avec l'analyse d'images – regarder une image et ensuite en déduire une sorte de conclusion... [COVID-Net] est juste un sous-produit naturel du travail que nous avions déjà fait et des forces de l'apprentissage profond en tant qu'outil d'analyse d'images », explique Sheldon Fernandez, le PDG de DarwinAI, à ZDNet.

Après avoir formé le système à l'aide de près de 5 000 rayons X, COVID-Net a été mis en service fin mars. « L'espoir est que COVID-Net, en accès libre – ainsi que la description de la construction de l'ensemble de données COVIDx en open source – soit exploité et mis à profit par les chercheurs et les spécialistes des données citoyennes pour accélérer le développement de solutions de deep learning très précises mais surtout pratiques pour la détection des cas de Covid-19, et accélérer ainsi le traitement de ceux qui en ont le plus besoin », ont écrit Wong et Wang dans leur article sur COVID-Net.

Le seul projet open source de sa catégorie

Après l'ouverture du service COVID-Net, « la demande a été tout simplement écrasante », raconte M. Fernandez. « Nos boîtes e-mail sont inondées de personnes qui recommandent des améliorations », ajoute-t-il. D'autres jeux de données en provenance de radiographies ont été fournis pour former le système, qui a maintenant appris à partir de plus de 17 000 images.

Depuis sa sortie, des chercheurs de pays tels que le Yémen, l'Indonésie, la Turquie et l'Arabie Saoudite ont commencé à expérimenter COVID-Net. Pour les régions où les ressources informatiques peuvent être rares – les pays en voie de développement ou les environnements ruraux avec une faible connectivité, par exemple – DarwinAI a également publié une version "allégée" de COVID-Net, qui peut être exécutée sur un ordinateur portable. Selon M. Fernandez, la précision du système n'est que légèrement inférieure à celle de la version complète.

Aux côtés de DarwinAI, un certain nombre de sociétés – dont Alibaba – travaillent en parallèle, espérant utiliser l'IA pour détecter les infections liées au Covid-19 sur les rayons X. Cependant, tous les produits sont propriétaires, ce qui rend plus difficile pour les cliniciens de savoir pourquoi les systèmes parviennent à leurs conclusions.

Un outil pour trier les patients

COVID-Net est donc spécifique de ce point de vue. Les autres entreprises « ne vous donnent pas le code source ni les données. C'est le genre de mécanisme standard dans le deep learning, c'est votre secret commercial. Mais nous ne voulions pas faire cela, étant donné ce qui se passe. Nous voulions vraiment tout mettre à la disposition de tous ceux qui le voulaient », a déclaré M. Fernandez.

COVID-Net n'est pas encore prêt pour la production, selon le PDG, mais la société espère qu'il sera prêt dans un délai très court. « Pour l'instant, il s'agit juste d'une mise en œuvre très technique que les scientifiques pourraient exploiter, mais certainement pas un radiologue ou un médecin, donc il doit être enveloppé dans une application qui est assez facile à utiliser. Nous travaillons avec un certain nombre d'organisations gouvernementales ici au Canada pour essayer d'obtenir un financement afin de pouvoir changer cela très rapidement », précise M. Fernandez.

Selon le PDG, COVID-Net pourrait être déployé par les hôpitaux comme une méthode de triage des patients – pour voir qui a le virus, qui a des symptômes proches de ceux du Covid-19 mais qui n'a pas cette maladie, et qui est en bonne santé. « Nous pensons que ce système peut être un outil complémentaire », ajoute M. Fernandez.

Aller vers la stratification des risques avec COVID-RiskNet

Il pourrait également être utilisé pour détecter les personnes qui sont entrées à l'hôpital pour d'autres raisons et qui pourraient également être porteuses du Covid-19 à leur insu. Il permet aux cliniciens d'utiliser les radios pour dire par exemple : « non seulement vous vous êtes cassé une côte, mais il y a 95 % de chances que vous ayez le coronavirus sans le savoir, alors rentrez chez vous, reposez-vous et isolez-vous ». Le prochain projet sur lequel travaille la société est la stratification des risques pour les cas de Covid-19. Les médecins utilisent souvent des algorithmes simples pour calculer le risque d'un patient d'avoir une maladie particulière, ou de voir cette maladie s'aggraver. Alors que COVID-Net s'efforce de déterminer si une personne est atteinte ou non du coronavirus à partir de ses radiographies, COVID-RiskNet vise à prédire l'ampleur des effets de la maladie sur une personne et le type de traitement dont elle pourrait avoir besoin, ce qui permet aux professionnels de la santé de séparer ceux qui peuvent s'isoler et se rétablir à domicile de ceux qui pourraient avoir besoin de soins médicaux en hospitalisation. « C'est un outil qui leur permet d'avoir un aperçu très rapide de la gravité d'un problème, puis de commencer à faire le tri en conséquence », détaille M. Fernandez. DarwinAI prévoit de lancer COVID-RiskNet dans les prochaines semaines.

Apprendre sur le fonctionnement des IA pour sa propre pratique

L'objectif de DarwinAI est de permettre aux utilisateurs – y compris les cliniciens – de comprendre pourquoi les IA prennent certaines décisions et posent certains diagnostics. Mais il ne s'agit pas seulement d'un trafic à sens unique – permettre aux utilisateurs de jeter un coup d'œil à l'intérieur de la boîte noire du machine learning peut parfois permettre aux machines de changer la façon dont les humains pensent.

M. Fernandez cite l'exemple de la différence de fonctionnement entre un réseau neuronal pour diagnostiquer un certain type de cancer du poumon et la manière dont travaillent les radiologues.

« Le réseau neuronal ne regarde pas seulement la partie centrale des poumons, il regarde aussi les parois des poumons. Apparemment, cette manière de faire est nouvelle pour les radiologues, du moins d'après ce qu'on nous a dit. Ils n'avaient jamais vraiment regardé les parois des poumons pour ce type particulier de cancer dans ce genre de conditions.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:21	12:28	16:19	19:49	21:27
CONSTANTINE	03:28	12:32	16:23	19:52	21:29
ALGER	03:40	12:47	16:38	20:07	21:45
OUARGLA	03:55	12:37	16:18	19:46	21:14
CHLEF	03:50	12:53	16:43	20:12	21:49
MOSTAGANEM	03:57	12:58	16:48	20:17	21:53
ORAN	04:01	13:01	16:50	20:19	21:55

LE JEUNE INDEPENDANT
N° 6704 — MERCREDI 3 JUIN 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	16°
Oran	29°	16°
Constantine	32°	13°
Ouargla	41°	25°

LUTTE CONTRE LE COVID-19

L'Italie exprime sa profonde gratitude à l'Algérie pour sa solidarité

L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, a exprimé hier mardi sa «profonde gratitude» à l'Algérie qui est restée «aux côtés de l'Italie» durant la pandémie du Coronavirus, soulignant que les deux pays sont «unis par un passé très riche» et liés par des relations bilatérales «amicales et loyales».



Dans un message publié à l'occasion de la fête nationale de son pays, célébrée le 2 juin de chaque année, M. Ferrera a exprimé la «profonde gratitude» de l'Italie au «généreux peuple algérien, qui est resté aux côté de l'Italie durant la période délicate de la pandémie du Coronavirus», rappelant à ce titre que l'Italie «figure parmi les premiers pays au monde ayant subi les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19».

M. Ferrera a également exprimé sa «profonde gratitude aux dizaines de citoyens algériens qui se sont rendus à l'Ambassade durant la crise sanitaire pour offrir dans la discrétion et sans le clamer des produits de première nécessité à envoyer en Italie», citant aussi les aides du Croissant rouge algérien (CRA) et d'autres organismes. «Nous ne pourrons jamais oublier cet élan d'amitié et de dignité», a-t-il indiqué, citant à ce titre et en dialecte napolitain le proverbe qui dit que «c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses vrais amis».

«C'est un lien de vraie proximité et non pas seulement de simple voisinage. Nous partageons une histoire commune de siècles d'échanges, d'intersections, souvent de souffrances, mais aussi de grands moments de renaissance», a-t-il encore souligné, qualifiant les deux pays qui sont «unis par un passé très riche» de «portes d'entrée vers l'Europe et l'Afrique» .

Le diplomate a relevé que l'Algérie et l'Italie «sont liées par des relations bilatérales amicales, loyales, paritaires», rappelant à ce titre les récentes visites à Alger du président du Conseil des ministres, Giuseppe Conte, du ministre des Affaires étrangères Luigi Di Maio et du sous-secrétaire Manlio Di Stefano et Celle à Rome du ministre algérien des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Dans ce sillage, il a annoncé la tenue prochaine du Sommet bilatéral et du Dialogue stratégique sur les questions politiques et de sécurité, ajoutant que l'ambassade d'Italie en Algérie est disposée à organiser dès que possible, un Forum économique de haut niveau et à relancer le Club d'Affaires algéro-italien.

S'exprimant sur la situation en Libye, le diplomate italien a souligné que l'Algérie et son pays «continueront à soutenir des solutions politiques inclusives, partagées, durables», affirmant que «la paix n'est pas une option parmi tant d'autres, mais une obligation et un devoir pour tous».

M. B.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

16 morts et 1205 blessés en une semaine

SEIZE personnes ont trouvé la mort et 1 205 autres ont été blessées dans 1032 accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant la période du 24 au 30 mai 2020, selon un bilan publié hier mardi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef avec 2 morts et 43 blessés dans 34 accidents de la circulation. Les secours de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de 1474 incendies urbains, industriels et autres à travers le territoire national. Par ailleurs, un total de 4402 agents, tous grades confondus, et 572 ambulances, ainsi que 600 engins d'incendies ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection Civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers les 48 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19). Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 796 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 977 opérations de désinfection générale à travers toutes les wilayas du pays.

Les opérations de désinfection ont touché «l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles», ajoute-t-on.

EN SIGNANT UN CONTRAT AVEC LES USA DE 9 MILLIARDS DE DOLLARS

Le Maroc poursuit sa course à l'armement

MALGRÉ la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19, le Maroc poursuit sa course à l'armement et passe à la phase finale de concrétisation de son contrat d'achat de 25 chasseurs F-16, de 36 hélicoptères Apache et de 23 kits de modernisation de F-16 Viper aux États-Unis, autorisé en mars 2019 par le département d'État.

Le constructeur Lockheed Martin vient d'annoncer sur son site le début de la fabrication des F-16. Dans une déclaration au site d'information marocain Médias 24, un expert du Forum des Forces armées royales FAR-Maroc, qui a requis l'anonymat, a expliqué les différentes phases d'exécution du contrat concernant les trois commandes, dont le montant global s'élève à neuf milliards de dollars. Selon Médias 24, ces achats entrent dans le cadre du programme de modernisation de l'arsenal militaire marocain lancé le 14 mai par le souverain chérifien Mohammed VI. Ce programme va s'étaler sur une durée de 10 ans.

L'expert explique que ce programme de modernisation est nécessaire «face aux risques d'instabilité régionale voire de reprise des hostilités au sud du Sahara occidental». Ainsi, «le royaume a choisi de maintenir ses commandes et de passer à la phase de leur production».

Pour ce qui est de l'exécution du contrat, l'interlocuteur de Médias 24 indique que «le Maroc a choisi les deux formules : l'achat de 25 unités neuves montées aux USA et équipées de technologies (radars, armements, etc) et de 23 kits de modernisation pour sa flotte ancienne de F-16». Dans le même cadre, le gouvernement marocain a validé par un décret publié lundi 18 mai au Journal officiel l'achat de missiles sol-air de type VL-Mica à la France pour 192,1 millions d'euros empruntés auprès de BNP Paribas. En janvier, des sources proches du dossier ont confié à La Tribune que le Maroc avait signé avec la France des contrats d'achat d'armements pour 400 millions d'euros.

Outre les missiles VL-Mica, les mêmes sources indiquent que le constructeur français Nexter a également conclu un contrat portant sur la vente de systèmes d'artillerie sur camion Caesar pour un montant de 170 millions d'euros, et de munitions pour 30 millions. En plus de ces deux contrats, le constructeur Naval Group travaillerait sur un projet de maintenance des navires militaires marocains au port de Casablanca, à savoir trois corvettes Sigma vendues par le néerlandais Schelde en 2011 et 2012 en plus de la frégate multi-missions FREMM vendue en 2008 par la France.

S. O. Brahim

SELON UN BILAN DE L'ANP

Deux terroristes neutralisés, un autre s'est rendu en mai

LES UNITÉS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont neutralisé, en mai dernier, deux (02) terroristes tandis qu'un autre s'est rendu, selon le bilan opérationnel de l'ANP, rendu public avant-hier.

«Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, deux (02) terroristes ont été neutralisés par les unités de l'ANP et un autre s'est rendu «, a précisé le communiqué, ajoutant que «ces unités ont détruit 14 casemates».

Des armes et des munitions ont été récupérées, durant la même période, il s'agit de «07 kalachnikov, un (01) fusil de chasse, (02) pistolets et (02) paires de jumelles», outre12 chargeurs de minutions, 92 bombes artisanales, une grenade, 20 kg de TNT et 33 détonateurs».

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues, 90 narcotrafiquants ont été arrêtés en possession de 58,06 quintaux de kif traité et 46333 comprimés psychotropes.

Quant à la protection des frontières et la lutte contre le crime organisé, les détachements de l'ANP ont arrêté «226 individus et contrebandiers et 184 immigrants clandestins». Ces unités ont recensé 173 tentatives d'immigration clandestines durant la même période.

Le bilan fait état de la saisie de «21 marteaux piqueur, 27 groupes électrogènes, 02 détecteurs de métaux, 82 véhicules, 140915 litres de carburant, 620 millions de centimes en faux billets, 2598 tonnes de produits alimentaires, 1078 téléphone portables, 680 cameras, 900 g de dynamite, 02 plaques photovoltaïque, 07 micro-portables et 691200 unités de produits pyrotechnique».

S. N.